

Projections régime par régime

Note de présentation générale

À la suite du 11^e rapport du COR de décembre 2012, *Retraites : perspectives 2020, 2040 et 2060*, pour l'ensemble du système de retraite, ont été réalisées 20 fiches, chacune étant consacrée à la présentation des projections de l'un des régimes de retraite.

Méthodologie des projections du COR

À partir des scénarios et variantes transmis par le COR, 33 des principaux régimes de retraite obligatoires (de base et complémentaires) ont procédé aux projections de leurs recettes et de leurs dépenses sur la période 2011-2060, en prenant en compte le Fonds de solidarité vieillesse (FSV), en exprimant les résultats dans le cadre comptable et conceptuel de la Commission des comptes de la Sécurité sociale (CCSS).

Régimes concernés :

Régimes de salariés du secteur privé et de contractuels du secteur public

- Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)
- Régime des salariés agricoles (MSA salariés) ARRCO, AGIRC, IRCANTEC

Régimes de fonctionnaires

- Fonction publique d'État : service des retraites de l'État (SRE)
- Fonction publique hospitalière et territoriale (CNRACL) Régime additionnel de la fonction publique (RAFP)

Régimes de non-salariés

- Artisans et commerçants : régime social des indépendants (RSI) et complémentaire des indépendants (RCI)
- Non-salariés agricoles : régime de base et complémentaire (MSA non-salariés)
- Professions libérales : régime de base (CNAVPL) et régimes complémentaires (CIPAV, CARPIMKO, CARMF, CARCDSF, CAVP (partie en répartition), CAVEC, CAVAMAC, CARPV, CRN, CAVOM)
Avocats : caisse nationale du barreau français (CNBF), base et complémentaire (présentés ensemble)

Régimes spéciaux

- Banque de France, CNIEG (industries électriques et gazières), CRPCEN (clercs et employés de notaire), ENIM (marins), FSPOEIE (ouvriers de l'État), Retraite des mines, SNCF, RATP.

Les scénarios A, B et C (selon taux de chômage et productivité : voir fiche 1) ont fait l'objet de projections détaillées par tous ces régimes, ce qui a permis de projeter les transferts de compensation entre régimes de base et leurs soldes élargis intégrant l'essentiel des recettes et dépenses. Pour les variantes A' et C', l'exercice a été limité aux cinq régimes les plus importants en effectifs – CNAV, ARRCO, AGIRC, régime de la Fonction publique d'Etat et CNRACL – et au FSV.

AGIRC et ARRCO : pour chacun des 5 scénarios, deux hypothèses alternatives ont été examinées :

- **rendements constants** avec revalorisation des valeurs d'achat et de service du point sur le salaire moyen AGIRC-ARRCO moins 1,5 point, sans que cette revalorisation soit inférieure à l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac ;
- **rendements décroissants** avec une revalorisation de la valeur d'achat du point sur le salaire moyen et de la valeur de service du point sur les prix.

Les montants financiers sont exprimés en euros constants de l'année 2011 (inflation non prise en compte), mais les comparaisons sont possibles en regardant les résultats en pourcentage du PIB.

Les projections sont réalisées à « **législation inchangée** » mais en intégrant les évolutions actées de la réglementation (par exemple la durée de cotisation portée à 41,75 ans à partir de la génération 1958).

Les régimes ont simulé, seulement pour le scénario central B (taux de chômage 4,5 %, productivité +1,5 %), un scénario dit « avant réformes », montrant les résultats qui auraient été obtenus sans la réforme 2010, l'accord AGIRC-ARRCO du 18 mars 2011, les LFSS pour 2011, 2012 et 2013, le décret du 2 juillet 2012).

Les principaux régimes de retraite (régime général, AGIRC, ARRCO, régime de la Fonction publique d'Etat et CNRACL) ont aussi simulé, dans le scénario B, l'allongement de la durée d'assurance à 42 ans pour la génération née en 1962, 43 ans pour celle née en 1975, 44 ans pour celle née en 1989 et 44,75 ans pour celle née en 2000.

Le contenu des fiches, régime par régime ont été harmonisées, selon un plan identique :

- **effectifs de cotisants** ainsi que celles de la masse des ressources en distinguant les différentes sources de financement,
- **effectifs de retraités** (droit direct, droit dérivé, âge effectif moyen de départ, rapport démographique retraités/cotisants), masse des pensions et pension moyenne de droit direct.
- **soldes financiers**, solde technique et solde élargi prenant en compte les transferts de compensation.
- **scénario dit « avant réformes »**, montrant les effets des mesures prises depuis 2010.
- **variante d'allongement de la durée d'assurance** au-delà de la génération 1960, mais seulement pour les régimes principaux.

Les spécificités (capitalisation) de la fonction publique (RAFP) apparaissent dans la fiche. Chaque année, les ressources (placements financiers et produits générés doivent financer tous les droits à la retraite, présents et futurs.

Notions utilisées pour la cohérence de traitement des régimes :

- Les effectifs totaux de **cotisants** est cohérente avec celle de l'emploi total, mais ceux des cotisants régime par régime peuvent avoir une autre dynamique.
- Les **retraités de droit direct** ont acquis des droits à la retraite en leur nom propre. Dans la plupart des régimes, leur nombre augmente avec l'arrivée des *baby boomers* et l'allongement de l'espérance de vie.
- Les **retraités de droit dérivé** bénéficient d'une pension de réversion au titre de leur conjoint décédé.
- Le **rapport démographique corrigé** divise la somme du nombre de retraités de droit direct et de la moitié du nombre de retraités de droit dérivé (50 % reflétant approximativement le rapport entre une pension de droit dérivé et une pension de droit direct) par le nombre de cotisants. Il mesure le poids des évolutions démographiques non pas sur le nombre de personnes mais sur la situation financière des régimes.
- Le **solde technique** correspond à la différence entre la masse des ressources (hors compensation et produits de gestion) et la masse des pensions. Pour les régimes équilibrés par une **contribution de l'employeur** ou une **subvention publique**, la masse des ressources les intègre avec une évolution suivant la masse salariale du régime.
- Le **solde élargi** ajoute au solde technique les transferts de compensation ainsi que les dépenses de gestion et d'action sociale, mais pas les charges et produits financiers générés par les réserves.

Hypothèses conventionnelles pour les cotisations et subventions d'équilibre

Certains régimes sont équilibrés en dernier ressort par une contribution de l'employeur (fonction publique d'Etat) ou une subvention publique (SNCF, RATP, mines, marins pêcheurs...). Ces régimes apparaissent toujours à l'équilibre mais, afin de montrer les variations de ces contribution/subventions, les projections du COR retiennent une convention comptable spécifique.

Remarque Solidaires, dans le cadre de notre argumentation montrant l'égalité entre public et privé :

La mal-nommée « subvention » publique est un élément fondamental des systèmes de retraite par répartition qui permet d'égaliser les conditions de retraites entre les différents régimes, quelles soient leurs démographies : le grand nombre de retraités mineurs par rapport au très faible nombre de cotisants justifie une contribution, et non une « subvention », importante. La SNCF reçoit aussi ; la RATP, d'existence plus récente et davantage de cotisants que de retraités, verse une compensation aux régimes à la démographie moins favorable.

Ce mécanisme d'équilibrage par contribution/« subventions » se compare avec ceux qui assurent l'équilibre financier *in fine* dans les autres régimes : par un impôt ou taxe affecté, par exemple par la contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) pour le régime simplifié des indépendants (RSI) ; par un mécanisme de consolidation financière, par exemple pour le régime des salariés agricoles, par la mise à la charge de la CNAV de ses déficits techniques, ou reprise de dettes par la CADES (pour le régime général).

Les modalités des mécanismes varient d'un régime à l'autre, mais tous renvoient *in fine* à un financement par les prélèvements.

Depuis ses débuts en 2001, le COR suppose que le **montant des cotisations et subventions publiques évolue comme l'assiette des cotisations** des régimes concernés, c'est-à-dire que les taux de cotisation et de subvention publique sont supposés stables, l'année de référence étant 2000. Ceci a conduit à afficher en projection des besoins de financement plus importants que ceux restant réellement à couvrir, compte tenu du niveau courant des contributions et subventions d'équilibre plus élevées qu'en 2000.

Pour éviter des incompréhensions, pour l'exercice de projection de décembre 2012, les taux d'équilibre pris en référence sont ceux de 2011 (nouvelle année de base). Ainsi, les projections de besoins de financement ou d'excédents pour les régimes concernés représentent le **surcroît ou la réduction de la contribution ou subvention permettant d'assurer l'équilibre financier**, par rapport au taux d'effort qui permettrait cet équilibre en 2011.

Des résultats différents selon la méthode retenue

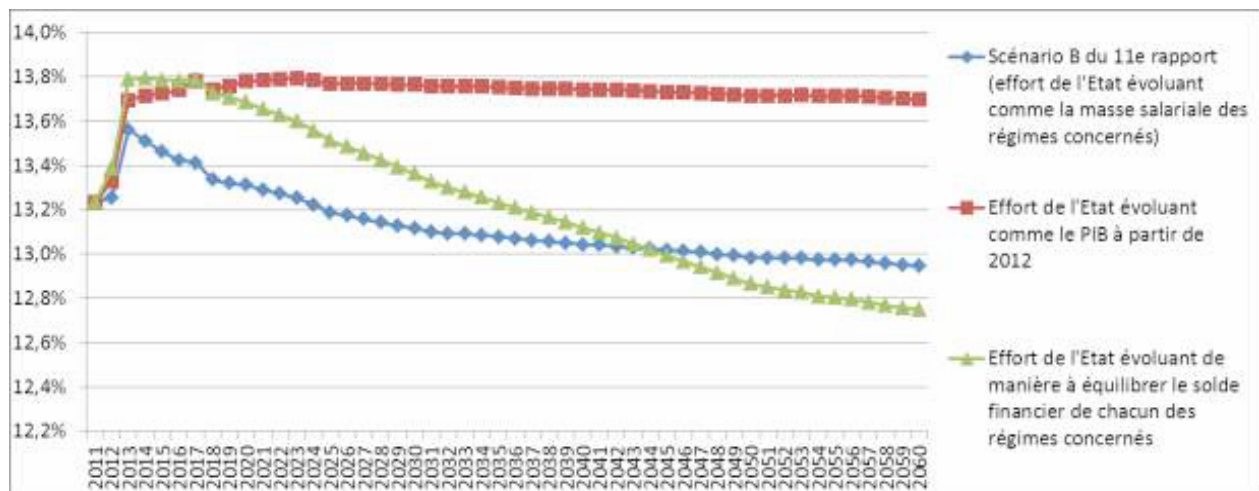
Cette convention des rapports du COR (cotisations sociales et subventions d'équilibre de l'État évoluant comme la masse salariale) conduit à des projections, qui seraient bien différentes avec d'autres conventions.

Pour plusieurs des régimes, les fiches confrontent le montant de la cotisation ou subvention d'équilibre, avec celle qui équilibrerait le régime année après année. Voici par exemple les résultats financiers projetés pour l'ensemble du système de retraite (dans le cadre des hypothèses du scénario B) selon un « effort de

l'État » (en fait, de l'ensemble des employeurs de fonctionnaires de l'Etat) correspondant à trois conventions différentes :

- constant en proportion de la masse salariale des régimes concernés (et correspond donc aux résultats publiés dans le 11^e rapport du COR) – en bleu dans le graphique ;
- constant en proportion du PIB à partir de 2011 – en rouge ;
- équilibrant chacun des régimes concernés par la cotisation implicite ou la subvention nécessaire – en vert.

Le graphique ci-dessous montre les importantes différences entre les projections des ressources du système de retraite (en % du PIB) selon l'hypothèse retenue.



Les projections des rapports du COR s'appuient sur une évolution suivant la masse salariale (en bleu). Le 11^e rapport indique une baisse progressive des ressources jusqu'au niveau de 12,8% du PIB en 2060. Retenir un autre critère d'évolution montre une situation meilleure ou pire.

L'évolution suivant celle du PIB (en rouge) montre un effort moins important de l'État, par rapport à celle suivant le PIB. En effet, l'État doit compenser la diminution progressive entre 2013 et 2060, des projections de ressources du système de retraite, du fait de la diminution du taux de cotisation moyen, due à celle de l'emploi dans les régimes au taux de cotisation le plus élevé (baisse du nombre d'affiliés au régime de la fonction publique d'Etat, notamment à la Poste et France Télécom (taux de cotisation implicite de 79 % en 2011 du fait de l'absence de cotisation patronale). L'évolution des contributions et subventions de l'Etat, en fonction du PIB, et non de la masse salariale, atténue les conséquences de la baisse du nombre de fonctionnaires d'Etat. Les ressources de l'ensemble du système de retraite représenteraient alors une proportion à peu près stable d'environ 13,8 % du PIB jusqu'en 2060, au lieu, avec la convention retenue dans le 11^e rapport du COR, plus catastrophique.

Lorsque les contributions et subventions de l'Etat équilibrent (en vert) le solde financier de chacun des régimes, les ressources de l'ensemble du système de retraite devraient être plus élevées à court terme (13,8 % du PIB en 2017), mais diminueraient ensuite plus rapidement et atteindraient, à partir du milieu des années 2040, un niveau plus faible que dans les projections du 11^e rapport.

Remarque Solidaires : les ressources des systèmes de retraite diminuent avec la courbe suivant la masse salariale, situation qui fige le partage des richesses. Elles s'avèrent bien meilleures en évaluant avec le PIB, c'est-à-dire en répartissant proportionnellement les nouvelles richesses créées, soit encore en gelant le rapport masse salariale / profits qui se dégrade depuis une trentaine d'années.

Le tableau ci-dessous montre, que si l'effort financier de l'Etat évoluait, à partir de 2011, proportionnellement au PIB, le besoin de financement du système de retraite serait considérablement atténué à l'horizon de 2040 (hypothèses du scénario B), et deviendrait excédentaire à partir de 2050.

Solde financier de l'ensemble du système de retraite (hors produits et charges financières – scénario B)

en % de PIB			2011	2020	2030	2040	2050	2060
Tous régimes (AGIRC-ARRCO rendements constants)	Effort de l'Etat évoluant comme le PIB à partir de 2012	Solde financier	-0,7%	-0,5%	-0,3%	-0,2%	0,0%	0,2%
		Ecart par rapport au scénario B du 11 ^e rapport (effort de l'Etat évoluant comme la masse salariale)	0 pt	+0,4 pt	+0,6 pt	+0,7 pt	+0,7 pt	+0,8 pt
	Effort de l'Etat évoluant de manière à équilibrer le solde financier de chaque régime concerné	Solde financier	-0,7%	-0,5%	-0,7%	-0,8%	-0,7%	-0,7%
		Ecart par rapport au scénario B du 11 ^e rapport (effort de l'Etat évoluant comme la masse salariale des régimes à partir de 2012)	0 pt	+0,4 pt	+0,2 pt	+0,1 pt	0 pt	-0,1 pt

Gagner 0,9 point de PIB à l'horizon 2060 en cessant la dégradation du partage des richesses !

Consolidation des résultats présentés dans le 11^e rapport du COR

L'analyse fine des projections par régime a conduit à revoir leur agrégation permettant d'obtenir le solde financier de l'ensemble du système de retraite, exercice compliqué par les nombreux transferts internes au système de retraite. **Les résultats corrigés confirment les perspectives du système de retraite** en 2020, 2040 et 2060 : besoin de financement en 2020 de 0,9 à 1 point de PIB selon les scénarios, soit entre 19,8 et 21,9 milliards d'euros dans l'hypothèse de rendements AGIRC-ARRCO constants ; solde du système de retraite en 2060 de -2,7 % à +1,8 % du PIB.

Voici quelques tableaux comparant la situation des différents régimes.

Evolution du nombre de cotisants

	Scénario	Taux d'évolution annuels moyens					Croissance de 2011 à 2060
		de 2011 à 2020	de 2020 à 2030	de 2030 à 2040	de 2040 à 2050	de 2050 à 2060	
CNAV	B	0,9%	0,7%	0,2%	0,2%	0,2%	21,4%
ARRCO	B	0,8%	0,7%	0,2%	0,2%	0,2%	21,4%
AGIRC	B	1,4%	1,1%	0,4%	0,3%	0,2%	39,1%
FPE	Tous	-0,9%	-0,4%	-0,1%	0,0%	0,0%	-12,5%
CNRA CL	Tous	0,5%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	8,9%
RAFP	B	0,0%	-0,3%	-0,1%	-0,1%	0,1%	-4,4%
IRCANTEC	B	0,8%	0,7%	0,2%	0,2%	0,2%	21,4%
MSA sal.	B	0,0%	-0,3%	-0,3%	-0,3%	-0,3%	-11,4%
MSA non- salariés	B	-2,0%	-1,9%	-1,3%	-0,6%	-0,2%	-44,2%
MSA non- salariés comp.	B	-1,7%	-1,9%	-1,3%	-0,6%	-0,2%	-42,9%
RSI	B	0,8%	0,5%	0,1%	0,1%	0,1%	17,3%
RSI comp.	B	0,8%	0,5%	0,1%	0,1%	0,1%	17,3%
CNAVPL	B	1,0%	0,5%	0,1%	0,1%	0,1%	19,5%
CNAVPL comp.	B	1,1%	0,5%	0,1%	0,1%	0,1%	20,6%
CNBF	Tous	1,5%	1,2%	0,1%	0,1%	0,1%	34,2%
SNCF	Tous	-1,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-11,6%
RATP	Tous	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,2%
CNIEG	Tous	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
FSPOEIE	Tous	-6,4%	-10,7%	-14,0%	-33,3%	-100,0%	-100,0%
Mines	Tous	12,6%	-8,6%	-9,2%	-24,0%	-10,0%	-99,9%
ENIM	Tous	-2,0%	-1,4%	-0,5%	-0,5%	-0,5%	-37,5%
CRPCEN	Tous	1,1%	0,5%	0,1%	0,1%	0,1%	20,6%
Banque de France	Tous	-2,8%	-1,1%	0,1%	0,1%	0,1%	-28,1%

Evolution du nombre de pensionnés de droit direct

Scénario		Taux d'évolution annuels moyens					Croissance
		de 2011 à 2020	de 2020 à 2030	de 2030 à 2040	de 2040 à 2050	de 2050 à 2060	de 2011 à 2060
CNAV	B	1,8%	1,8%	1,2%	0,8%	0,3%	76,6%
ARRCO	B	2,1%	2,0%	1,3%	0,5%	0,5%	84,2%
AGIRC	B	2,8%	2,4%	1,7%	1,0%	1,0%	133,1%
FPE	Tous	1,5%	0,7%	0,0%	-0,4%	-0,1%	16,7%
CNRACL	Tous	3,0%	2,9%	1,5%	0,5%	0,1%	114,4%
RAFP	B	17,5%	11,9%	5,9%	3,2%	1,6%	> 1000 %
IRCANTEC	B	2,1%	2,0%	1,6%	1,2%	1,1%	116,2%
MSA sal.	B	-0,3%	0,7%	0,5%	0,0%	0,0%	11,0%
MSA non- salariés	B	-3,2%	-3,1%	-2,3%	-2,2%	-2,3%	-72,3%
MSA non- salariés comp.	B	-0,6%	0,6%	-2,7%	-3,4%	-3,0%	-60,1%
RSI	B	1,6%	1,4%	1,7%	1,5%	1,3%	109,3%
RSI comp.	B	3,4%	3,0%	3,3%	2,7%	1,7%	288,6%
CNAVPL	B	5,9%	3,6%	1,7%	0,9%	0,4%	220,7%
CNAVPL comp.	B	6,1%	3,9%	1,9%	1,2%	0,8%	267,3%
CNBF	Tous	5,9%	4,3%	3,5%	2,6%	2,1%	464,0%
SNCF	Tous	-0,7%	-2,0%	-0,8%	-1,4%	-0,8%	-43,7%
RATP	Tous	1,0%	-0,6%	0,6%	-0,9%	-0,7%	-7,3%
CNIEG	Tous	2,1%	-0,4%	-0,8%	-0,7%	0,4%	3,6%
FSPOEIE	Tous	-0,7%	-1,4%	-3,5%	-6,0%	-8,5%	-87,4%
Mines	Tous	-4,2%	-6,1%	-7,5%	-10,1%	-15,3%	-98,9%
ENIM	Tous	-1,0%	-1,3%	-1,3%	-1,1%	-1,4%	-45,2%
CRPCEN	Tous	-0,7%	1,0%	1,6%	1,3%	-0,3%	33,3%
Banque de France	Tous	1,2%	0,7%	-0,8%	-2,1%	-1,7%	-24,5%

Evolution du rapport démographique corrigé (rapport entre, d'une part, la somme du nombre de retraités de droit direct et de la moitié du nombre de retraités de droit dérivé et, d'autre part, le nombre de cotisants)

		2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV	B	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2
ARRCO	B	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9
AGIRC	B	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0
FPE	Tous	1,0	1,2	1,3	1,4	1,3	1,3
CNRACL	Tous	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9
RAFP	B	0,0	0,1	0,3	0,6	0,8	0,9
IRCANTEC	B	0,6	0,7	0,7	0,9	0,9	1,0
MSA sal.	B	3,5	3,4	3,8	4,0	4,2	4,3
MSA non- salariés	B	3,6	3,2	2,9	2,5	2,1	1,7
MSA non- salariés comp.	B	0,9	1,1	1,4	1,3	1,0	0,8
RSI	B	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8
RSI comp.	B	0,6	0,7	0,9	1,3	1,6	1,9
CNAVPL	B	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9
CNAVPL comp.	B	0,3	0,5	0,7	0,9	1,0	1,0
CNBF	Tous	0,2	0,3	0,4	0,5	0,7	0,8
SNCF	Tous	1,5	1,5	1,2	1,1	1,0	0,9
RATP	Tous	1,0	1,1	1,0	1,1	1,0	0,9
CNIEG	Tous	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
FSPOEIE	Tous	2,0	3,4	8,9	28,5	923	> 1000
Mines	Tous	48,5	118,7	171,4	232,1	> 1000	> 1000
ENIM	Tous	3,1	3,4	3,5	3,1	2,8	2,5
CRPCEN	Tous	1,4	1,2	1,2	1,4	1,6	1,6
Banque de France	Tous	1,1	1,6	1,9	1,8	1,5	1,2

Remarque Solidaires : ce rapport démographique corrigé représente une donnée financière qui compare :

- **les dépenses** (le retraité compte pour un, la réversion pour moitié tout comme la réversion est calculée sur la moitié de la pension)
- **et les recettes** (le cotisant).

Masse des ressources (hors compensation et produits de gestion - scénario B)

En milliards d'euros 2011	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV	98,7	119,9	142,3	167,2	196,8	231,5
ARRCO (rend constants)	45,6	54,5	65,2	75,4	88,3	104,2
ARRCO (rend décroissants)	45,6	54,5	65,4	75,3	86,7	102,1
AGIRC (rend constants)	21,6	24,9	31,6	38,8	46	54,3
AGIRC (rendements décroissants)	21,6	24,9	31,7	39,4	48,2	56,9
FPE	46,5	45,5	50,8	58,4	67,7	78,7
CNRACL	16,0	19,5	22,7	26,5	31,1	36,5
RAFP	1,7	1,9	2,2	2,5	2,8	3,3
IRCANTEC	2,5	3,5	4,4	5,2	6,1	7,2
MSA sal.	3,7	3,8	4,3	4,8	5,4	6,1
MSA non sal.	3,8	4,1	4,7	5,4	6,3	7,3
MSA non sal. comp.	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
RSI	5,9	6,7	7,3	8,3	9,3	10,4
RSI comp.	2,0	2,4	2,9	3,4	4,0	4,7
CNAVPL	1,7	2,3	2,7	3,2	3,9	4,6
CNAVPL comp.	2,7	3,1	3,8	4,4	5,1	5,8
CNBF	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8
SNCF	5,2	5,1	5,9	6,8	7,9	9,2
RATP	0,9	1,0	1,2	1,4	1,6	1,9
CNIEG	3,9	4,6	4,2	4,3	4,3	4,3
FSPOEIE	1,8	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0
Mines	1,7	0,6	0,3	0,1	0,0	0,0
ENIM	1,1	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2
CRPCEN	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4
Banque de France	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6

Evolution de la masse des ressources (hors compensation et produits de gestion – scénario B)

	Taux d'évolution annuels moyens					Croissance de 2011 à 2060
	de 2011 à 2020	de 2020 à 2030	de 2030 à 2040	de 2040 à 2050	de 2050 à 2060	
CNAV	2,2%	1,7%	1,6%	1,6%	1,6%	134,6%
ARRCO rend constants	2,0%	1,8%	1,5%	1,6%	1,7%	128,3%
ARRCO rend décroissants	2,0%	1,8%	1,4%	1,4%	1,6%	123,6%
AGIRC rend constants	1,6%	2,4%	2,1%	1,7%	1,7%	151,1%
AGIRC rend décroissants	1,6%	2,4%	2,2%	2,0%	1,7%	163,5%
FPE	-0,2%	1,1%	1,4%	1,5%	1,5%	69,3%
CNRACL	2,2%	1,5%	1,6%	1,6%	1,6%	128,5%
RAFP	1,2%	1,2%	1,3%	1,4%	1,6%	90,4%
IRCANTEC	3,9%	2,2%	1,7%	1,7%	1,7%	189,5%
MSA sal.	0,5%	1,2%	1,1%	1,2%	1,2%	65,8%
MSA non- salariés	1,1%	1,4%	1,3%	1,5%	1,6%	95,5%
MSA non- salariés comp.	1,5%	0,6%	0,9%	1,3%	1,4%	73,0%
RSI	1,4%	1,0%	1,3%	1,1%	1,1%	76,0%
RSI comp.	2,2%	2,0%	1,6%	1,6%	1,6%	140,8%
CNAVPL	3,4%	1,8%	1,8%	1,7%	1,7%	171,7%
CNAVPL comp.	1,7%	1,9%	1,6%	1,5%	1,3%	115,6%
CNBF	2,2%	2,7%	1,6%	1,6%	1,6%	157,8%
SNCF	-0,2%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	79,0%
RATP	1,1%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	100,7%
CNIEG	1,9%	-0,9%	0,2%	-0,1%	0,1%	10,8%
FSPOEIE	-6,3%	-8,8%	-12,9%	-100,0%	ns	-100,0%
Mines	-11,5%	-7,2%	-7,9%	-22,8%	-8,6%	-99,8%
ENIM	-1,5%	-0,2%	1,0%	1,0%	1,0%	14,7%
CRPCEN	1,8%	1,5%	1,2%	1,4%	1,6%	107,2%
Banque de France	-1,6%	0,4%	1,6%	1,6%	1,6%	47,2%

Masse des pensions (scénario B)

En milliards d'euros 2011	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV	97,5	118,6	148,9	179,2	217,5	258
ARRCO (rend constants)	46,2	59,1	74,0	87,3	98,2	113,4
ARRCO (rend décroissants)	46,2	58,8	72,6	83	87,3	90,6
AGIRC (rend constants)	23,0	26,7	31,3	36,4	41,5	49,8
AGIRC (rendements décroissants)	23,0	26,6	30,6	33,9	35,3	37,3
FPE	46,5	52,4	57,5	61,9	66,4	75,0
CNRACL	14,6	19,3	26,4	33,1	39,1	45,8
RAFP	0,2	0,5	0,8	1,4	2,2	2,7
IRCANTEC	2,2	3,2	4,5	6,0	7,7	9,3
MSA sal.	5,6	5,7	5,9	6,1	6,2	6,5
MSA non sal.	8,5	6,7	4,9	3,8	3,1	2,6
MSA non sal. comp.	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,4
RSI	6,9	7,7	8,5	10,2	12,6	15,7
RSI comp.	1,5	2,0	2,6	3,5	4,5	5,9
CNAVPL	1,0	1,7	2,3	2,6	2,9	3,1
CNAVPL comp.	2,0	3,1	4,2	4,7	5,0	5,4
CNBF	0,3	0,4	0,6	0,9	1,3	1,7
SNCF	5,2	5,1	4,5	4,9	4,9	5,1
RATP	0,9	1,1	1,2	1,3	1,2	1,1
CNIEG	4,0	4,9	5,2	5,3	5,5	6,2
FSPOEIE	1,8	1,7	1,5	1,1	0,7	0,4
Mines	1,7	1,2	0,7	0,3	0,1	0,0
ENIM	1,1	1,0	0,8	0,8	0,7	0,7
CRPCEN	0,7	0,9	1,0	1,3	1,6	2,0
Banque de France	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

Evolution de la masse des pensions (scénario B)

En milliards d'euros	Taux d'évolution annuels moyens					Croissance de 2011 à 2060
	de 2011 à 2020	de 2020 à 2030	de 2030 à 2040	de 2040 à 2050	de 2050 à 2060	
CNAV	2,2%	2,3%	1,9%	2,0%	1,7%	164,6%
ARRCO rend constants	2,8%	2,3%	1,7%	1,2%	1,4%	145,3%
ARRCO rend décroissants	2,7%	2,1%	1,3%	0,5%	0,4%	95,9%
AGIRC rend constants	1,7%	1,6%	1,5%	1,3%	1,8%	116,3%
AGIRC rend décroissants	1,6%	1,4%	1,0%	0,4%	0,6%	62,2%
FPE	1,3%	0,9%	0,7%	0,7%	1,2%	61,5%
CNRACL	3,1%	3,2%	2,3%	1,7%	1,6%	213,6%
RAFP	9,8%	5,0%	5,5%	4,1%	2,2%	> 1000%
IRCANTEC	4,2%	3,5%	3,0%	2,4%	2,0%	328,2%
MSA sal.	0,2%	0,5%	0,3%	0,2%	0,4%	15,7%
MSA non- salariés	-2,6%	-3,0%	-2,5%	-2,1%	-1,7%	-69,2%
MSA non- salariés comp.	0,6%	0,9%	0,0%	-1,8%	-2,2%	-22,6%
RSI	1,2%	1,0%	1,9%	2,1%	2,3%	128,1%
RSI comp.	3,2%	2,9%	2,9%	2,7%	2,6%	294,0%
CNAVPL	5,5%	3,0%	1,3%	1,2%	0,9%	201,7%
CNAVPL comp.	4,8%	3,0%	1,1%	0,7%	0,9%	167,6%
CNBF	3,9%	4,6%	4,1%	3,3%	2,8%	506,2%
SNCF	-0,2%	-1,2%	0,8%	0,1%	0,3%	-1,9%
RATP	2,1%	0,2%	0,9%	-0,7%	-0,3%	21,5%
CNIEG	2,5%	0,4%	0,3%	0,4%	1,2%	55,8%
FSPOEIE	-0,6%	-1,2%	-3,1%	-4,4%	-5,4%	-77,8%
Mines	-3,8%	-5,6%	-6,7%	-8,2%	-11,6%	-97,5%
ENIM	-0,9%	-1,6%	-1,2%	-0,7%	-0,6%	-39,1%
CRPCEN	1,8%	1,4%	2,4%	2,3%	2,1%	165,7%
Banque de France	1,3%	0,9%	0,0%	-0,9%	-0,4%	7,3%

Masse des pensions en % du PIB (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV	2,3%	2,6%	2,6%	2,5%	2,3%	2,0%
ARRCO (rend constants)	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
ARRCO (rend décroissants)	1,2%	1,2%	1,1%	1,0%	0,9%	0,8%
AGIRC (rend constants)	2,3%	2,3%	2,1%	1,9%	1,7%	1,7%
AGIRC (rendements décroissants)	0,7%	0,8%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%
FPE	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
CNRACL	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
RAFP	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%
IRCANTEC	2,3%	2,6%	2,6%	2,5%	2,3%	2,0%
MSA sal.	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
MSA non sal.	0,4%	0,3%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
MSA non sal. comp.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
RSI	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
RSI comp.	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
CNAVPL	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
CNAVPL comp.	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
CNBF	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
SNCF	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
RATP	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
CNIEG	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%
FSPOEIE	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Mines	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
ENIM	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
CRPCEN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Banque de France	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Solde technique (masse des ressources – masse des pensions) (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV	1,1	1,4	-6,6	-12,0	-20,7	-26,5
ARRCO (rend constants)	-0,6	-4,4	-7,3	-7,7	-0,6	11,5
ARRCO (rend décroissants)	-1,4	-1,8	0,3	2,4	4,5	4,5
AGIRC (rend constants)	-1,4	-1,7	1,2	5,5	12,9	19,6
AGIRC (rendements décroissants)	1,4	0,2	-3,7	-6,5	-8,0	-9,3
FPE	0,3	0,4	-0,1	-0,8	-1,5	-2,1
CNRACL	-1,9	-1,9	-1,6	-1,3	-0,8	-0,4
RAFP	1,1	1,4	-6,6	-12,0	-20,7	-26,5
IRCANTEC	-0,6	-4,4	-7,3	-7,7	-0,6	11,5
MSA sal.	-1,4	-1,8	0,3	2,4	4,5	4,5
MSA non sal.	-4,7	-2,5	-0,2	1,6	3,2	4,7
MSA non sal. comp.	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5
RSI	-1,0	-1,0	-1,1	-1,9	-3,3	-5,4
RSI comp.	0,5	0,4	0,3	-0,1	-0,5	-1,2
CNAVPL	0,6	0,6	0,4	0,7	1,0	1,4
CNAVPL comp.	0,7	0,0	-0,4	-0,2	0,1	0,4
CNBF	0,0	0,0	-0,1	-0,4	-0,6	-0,9
SNCF	0,0	0,0	1,4	2,0	3,0	4,2
RATP	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,4	0,7
CNIEG	-0,1	-0,3	-0,9	-1,0	-1,2	-1,9
FSPOEIE	0,0	-0,7	-1,1	-1,0	-0,7	-0,4
Mines	0,0	-0,6	-0,4	-0,2	-0,1	0,0
ENIM	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,6
CRPCEN	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,4	-0,6
Banque de France	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,2

Solde technique des principaux régimes en % de PIB (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV dont MSA salariés	0,1%	0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,5%	-0,6%
ARRCO (rend constants)	0,0%	-0,2%	-0,3%	-0,4%	-0,3%	-0,2%
ARRCO (rend décroissants)	0,0%	-0,2%	-0,3%	-0,2%	0,0%	0,3%
AGIRC (rend constants)	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
AGIRC (rendements décroissants)	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,2%	0,3%	0,4%
FPE	0,0%	-0,3%	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,1%
CNRACL	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,2%

Solde technique en % de la masse des pensions (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV dont MSA salariés	1,2%	1,1%	-4,4%	-6,7%	-9,5%	-10,3%
ARRCO (rend constants)	-1,3%	-7,8%	-11,9%	-13,6%	-10,0%	-8,1%
ARRCO (rend décroissants)	-1,3%	-7,4%	-10,0%	-9,3%	-0,6%	12,7%
AGIRC (rend constants)	-6,1%	-6,9%	1,0%	6,6%	10,8%	8,9%
AGIRC (rendements décroissants)	-6,1%	-6,3%	3,9%	16,2%	36,4%	52,5%
FPE	0,0%	-13,1%	-11,7%	-5,7%	2,1%	4,9%
CNRACL	9,5%	1,1%	-13,9%	-19,8%	-20,5%	-20,2%
RAFP	14,5%	11,4%	-2,1%	-14,0%	-20,1%	-22,6%
IRCANTEC	-34,3%	-32,7%	-27,7%	-21,4%	-13,1%	-5,9%
MSA sal.	-55,6%	-37,7%	-3,4%	41,8%	103,1%	181,4%
MSA non sal.	10,5%	20,2%	15,9%	26,2%	72,1%	147,1%
MSA non sal. comp.	-14,7%	-13,4%	-13,4%	-18,7%	-26,0%	-34,2%
RSI	31,5%	20,1%	10,3%	-2,2%	-11,8%	-19,6%
RSI comp.	61,0%	33,6%	19,8%	26,0%	33,5%	45,0%
CNAVPL	33,4%	1,4%	-9,0%	-5,1%	3,0%	7,5%
CNAVPL comp.	8,1%	-6,6%	-22,8%	-39,3%	-48,4%	-54,0%
CNBF	0,0%	0,0%	30,8%	40,0%	61,5%	82,4%
SNCF	0,0%	-8,3%	4,6%	10,9%	37,9%	65,1%
RATP	-2,1%	-6,6%	-17,8%	-18,5%	-22,3%	-30,4%
CNIEG	0,0%	-41,2%	-73,3%	-90,9%	-100,0%	-100,0%
FSPOEIE	0,0%	-52,5%	-60,0%	-64,8%	-93,8%	-91,4%
Mines	0,0%	-5,6%	9,2%	35,8%	61,2%	88,4%
ENIM	-8,2%	-8,3%	-7,5%	-17,5%	-24,6%	-28,5%
CRPCEN	0,0%	-23,1%	-26,4%	-13,1%	12,3%	37,2%
Banque de France	1,2%	1,1%	-4,4%	-6,7%	-9,5%	-10,3%

Solde technique en % de la masse des ressources (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV dont MSA salariés	1,2%	1,1%	-4,6%	-7,2%	-10,5%	-11,5%
ARRCO (rend constants)	-1,3%	-8,5%	-13,5%	-15,8%	-11,2%	-8,8%
ARRCO (rend décroissants)	-1,3%	-8,0%	-11,2%	-10,2%	-0,6%	11,3%
AGIRC (rend constants)	-6,6%	-7,4%	0,9%	6,2%	9,7%	8,2%
AGIRC (rendements décroissants)	-6,6%	-6,7%	3,7%	13,9%	26,7%	34,4%
FPE	0,0%	-15,1%	-13,2%	-6,1%	2,0%	4,7%
CNRACL	8,7%	1,1%	-16,1%	-24,6%	-25,8%	-25,3%
RAFP	12,7%	10,2%	-2,2%	-16,2%	-25,1%	-29,1%
IRCANTEC	-52,2%	-48,6%	-38,4%	-27,2%	-15,1%	-6,2%
MSA sal.	-125,4%	-60,5%	-3,5%	29,5%	50,8%	64,5%
MSA non sal.	9,5%	16,8%	13,7%	20,8%	41,9%	59,5%
MSA non sal. comp.	-17,2%	-15,5%	-15,5%	-23,0%	-35,2%	-51,9%
RSI	23,9%	16,7%	9,3%	-2,2%	-13,4%	-24,5%
RSI comp.	37,9%	25,1%	16,5%	20,7%	25,1%	31,0%
CNAVPL	25,0%	1,4%	-9,9%	-5,3%	2,9%	7,0%
CNAVPL comp.	7,5%	-7,1%	-29,6%	-64,6%	-93,7%	-117,6%
CNBF	0,0%	0,0%	23,6%	28,6%	38,1%	45,2%
SNCF	0,0%	-9,0%	4,4%	9,8%	27,5%	39,4%
RATP	-2,1%	-7,1%	-21,6%	-22,7%	-28,7%	-43,6%
CNIEG	0,0%	-70,0%	-275,0%	-1000,0%	ns	ns
FSPOEIE	0,0%	-110,7%	-149,7%	-184,4%	> -1000%	> -1000%
Mines	0,0%	-5,9%	8,5%	26,3%	38,0%	46,9%
ENIM	-9,0%	-9,0%	-8,1%	-21,3%	-32,6%	-39,8%
CRPCEN	0,0%	-30,1%	-35,9%	-15,1%	10,9%	27,1%
Banque de France	1,2%	1,1%	-4,6%	-7,2%	-10,5%	-11,5%

Transferts de compensation (en positif, les régimes qui bénéficient d'un transfert et, en négatif, les régimes qui versent à la compensation) (scénario B)

En millions d'euros 2011	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV	-4 660	-4 743	-4 462	-4 440	-4 864	-6 196
FPE	-682	-267	-374	-705	-999	-1 249
CNRACL	-1 641	-1 014	-554	-464	-591	-712
MSA sal.	2 094	2 300	2 475	2 574	2 550	2 624
MSA non sal.	3 761	2 887	1 947	1 469	1 065	688
RSI	1 249	1 326	1 458	2 264	3 662	5 805
CNAVPL	-609	-602	-485	-482	-460	-513
CNBF	-70	-94	-99	-98	-88	-72
SNCF	1	-1	-31	-93	-139	-177
RATP	-29	-32	-33	-39	-47	-53
CNIEG	-103	-75	-74	-129	-177	-188
FSPOEIE	63	69	86	69	40	17
Mines	432	204	121	56	20	4
ENIM	118	75	61	46	42	34
CRPCEN	-63	-35	-45	-31	-10	-2
Banque de France	-2	3	9	4	-3	-11

Soldes élargis (scénario B)

En milliards d'euros 2011	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV hors MSA salariés	-6,0	-5,6	-14,0	-20,1	-29,9	-37,7
CNAV dont MSA salariés	-6,0	-5,3	-13,3	-19,0	-28,3	-35,6
ARRCO (rend constants)	-2,0	-6,0	-10,3	-13,5	-11,5	-10,8
ARRCO (rend décroissants)	-2,0	-5,8	-8,8	-9,3	-2,2	9,9
AGIRC (rend constants)	-1,8	-2,2	-0,2	1,9	3,9	3,9
AGIRC (rendements décroissants)	-1,8	-2,1	0,7	5,0	12,3	19,0
FPE	0,0	-7,0	-7,6	-5,0	-0,1	2,4
CNRACL	-0,4	-0,9	-3,7	-6,2	-7,9	-9,6
RAFP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IRCANTEC	0,2	0,3	-0,2	-1,0	-1,7	-2,3
MSA sal.	0,0	0,3	0,7	1,1	1,6	2,1
MSA non sal.	-1,1	0,2	1,6	2,9	4,1	5,3
MSA non sal. comp.	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5
RSI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RSI comp.	0,4	0,2	0,0	-0,4	-0,9	-1,6
CNAVPL	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	0,3	0,7
CNAVPL comp.	0,6	0,0	-0,5	-0,4	0,0	0,2
CNBF	0,0	-0,1	-0,2	-0,4	-0,6	-0,9
SNCF	0,0	0,0	1,3	1,8	2,8	3,9
RATP	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,4	0,7
CNIEG	0,0	-0,1	0,0	-0,3	-0,8	-1,2
FSPOEIE	0,0	-0,7	-1,0	-1,0	-0,7	-0,4
Mines	0,0	-0,5	-0,3	-0,2	-0,1	0,0
ENIM	0,0	-0,1	0,0	0,2	0,3	0,5
CRPCEN	0,0	-0,1	-0,1	-0,3	-0,4	-0,6
Banque de France	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	0,0

Soldes élargis des principaux régimes en % de PIB (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
CNAV hors MSA salariés	-0,3%	-0,2%	-0,5%	-0,6%	-0,8%	-0,8%
CNAV dont MSA salariés	-0,3%	-0,2%	-0,5%	-0,6%	-0,7%	-0,8%
ARRCO (rend constants)	-0,1%	-0,3%	-0,4%	-0,4%	-0,3%	-0,2%
ARRCO (rend décroissants)	-0,1%	-0,3%	-0,3%	-0,3%	-0,1%	0,2%
AGIRC (rend constants)	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
AGIRC (rendements décroissants)	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,2%	0,3%	0,4%
FPE	0,0%	-0,3%	-0,3%	-0,2%	0,0%	0,1%
CNRACL	0,0%	0,0%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,2%

Solde du FSV (scénario B)

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
Recettes en Mds d'euros 2011	18,9	23,3	29,3	34,6	41,1	48,7
Dépenses en Mds d'euros 2011	22,3	21,7	21,0	22,9	25,7	28,8
Solde FSV en Mds d'euros 2011	-3,4	1,6	8,4	11,7	15,4	19,9
Solde FSV en % de PIB	-0,2%	0,1%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%

Solde financier du système de retraite (y compris le FSV) (scénario B)

Rendements AGIRC-ARRCO constants

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
Solde FSV en Mds d'euros 2011	-3,4	1,6	8,4	11,7	15,4	19,9
Solde FSV en % de PIB	-0,2%	0,1%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%
Solde tous régimes hors FSV en Mds d'euros 2011	-9,8	-22,5	-34,4	-40,6	-41,3	-46,0
Solde tous régimes hors FSV en % de PIB	-0,5%	-1,0%	-1,2%	-1,2%	-1,1%	-1,0%
Solde global en Mds d'euros 2011	-13,2	-20,9	-26,1	-28,9	-25,9	-26,0
Solde global en % de PIB	-0,7%	-0,9%	-0,9%	-0,9%	-0,7%	-0,6%

Rendements AGIRC-ARRCO décroissants

	2011	2020	2030	2040	2050	2060
-						
Solde FSV en Mds d'euros 2011	-3,4	1,6	8,4	11,7	15,4	19,9
Solde FSV en % de PIB	-0,2%	0,1%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%
Solde tous régimes hors FSV en Mds d'euros 2011	-9,8	-22,1	-32,0	-33,2	-23,4	-9,9
Solde tous régimes hors FSV en % de PIB	-0,5%	-1,0%	-1,2%	-1,0%	-0,6%	-0,2%
Solde global en Mds d'euros 2011	-13,2	-20,5	-23,7	-21,5	-8,0	10,0
Solde global en % de PIB	-0,7%	-0,9%	-0,9%	-0,7%	-0,2%	0,2%

Pour voir chaque régime étudié par le COR :

Le régime de retraite de base des salariés du secteur privé (CNAV)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1939.pdf>

Le régime de retraite complémentaire des salariés du secteur privé (ARRCO)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1940.pdf>

Le régime de retraite complémentaire des cadres du secteur privé (AGIRC)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1941.pdf>

Les régimes de la fonction publique : FPE et CNRACL

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1962.pdf>

Le régime de retraite de la fonction publique d'Etat (SRE)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1942.pdf>

Le régime de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1943.pdf>

Le régime additionnel de la fonction publique (RAFP)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1944.pdf>

Le régime de retraite complémentaire des non-titulaires de la fonction publique (IRCANTEC)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1945.pdf>

Le régime de retraite de base des salariés agricoles (MSA salariés)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1946.pdf>

Les régimes de retraite des non-salariés agricoles (MSA non-salariés)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1947.pdf>

Les régimes de retraite des artisans, commerçants et industriels (RSI)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1948.pdf>

Les régimes de retraite des professions libérales (CNAVPL et dix régimes complémentaires)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1949.pdf>

Le régime de retraite des barreaux français (CNBF)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1950.pdf>

Le régime de retraite des salariés de la SNCF (CPRPSNCF)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1951.pdf>

Le régime de retraite des salariés de la RATP (CRPRATP)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1952.pdf>

Le régime de retraite des salariés des industries électriques et gazières (CNIIEG)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1953.pdf>

Le régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (FSPOEIE)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1954.pdf>

Le régime de retraite des mines

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1955.pdf>

Le régime de retraite des marins (ENIM)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1956.pdf>

Le régime de retraite des clercs et employés de notaires (CRPCEN)

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1959.pdf>

Le régime de retraite des salariés de la Banque de France

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1960.pdf>